

<https://www.elcorreo.eu.org/La-racine-de-la-cruaute>

La racine de la cruauté

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 1er mai 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

¿Qué ha llevado a que las abominaciones humanas tengan hoy carta de ciudadanía e incluso justificación moral entre las elites empresariales y segmentos de las clases medias de los países del mundo ?

Qu'est-ce qui a conduit à ce que ces abominations humaines aient désormais un statut de citoyenneté et même de justification morale auprès des élites économiques et de segments des classes moyennes dans les pays du monde ?

Pourquoi la cruauté répressive exercée à l'encontre des retraités réclamant leurs droits en Argentine est-elle non seulement tolérée mais aussi célébrée par une partie importante de la population ?

Pourquoi le massacre des indigènes aymaras lors du coup d'État de 2019 en Bolivie est-il oublié par les intellectuels criollos et, au contraire, l'accession violente au gouvernement est-elle rappelée comme un moment épique de la lutte contre la « *tyrannie* » socialiste ?

Pourquoi la dénonciation et la persécution des migrants à la peau brune sont-elles devenues un sport étasunien auquel croit la moitié de ses habitants, alors qu'en Europe, l'idée de *bunkeriser* son territoire fait partie d'un nouveau sens commun ?

La réponse selon laquelle il s'agit du résultat d'algorithmes malveillants qui renforcent les émotions de base des citoyens sans méfiance qui accèdent aux réseaux numériques ou, que les grandes plateformes technologiques ont fusionné leur idéologie avec celle des dirigeants fascistes, sont incomplètes car elles oublient que pour que ces microclimats *tiktokero* soient efficaces, il faut d'abord qu'il y ait une inclination à la haine vengeresse de la part d'une population qui consomme bêtement et docilement ce qu'elle voit sur l'écran et que, à toujours à sa portée, l'exercice de sa liberté électorale de lever la tête au-dessus de son téléphone portable et de voir une réalité élargie.

[L'explication de Quinn Slobodian](#) sur la propension des élites néolibérales à revenir sur les vieux « *dangers* » égalitaires qui menacent la cohésion sociale et qui nécessitent une action décisive et brutale ne tient pas compte du fait que ce qui importe dans les inventions paranoïaques d'ennemis artificiels, c'est la connotation sociale qu'elles acquièrent, c'est-à-dire l'adhésion fervente que de telles déclarations provoquent à un moment historique précis et pas à un autre.

Il y aura toujours des cénacles marginaux capables de produire des récits d'ordre, depuis les plus rationalistes et fondés aux plus absurdes et fallacieux. Et généralement, leur influence se limite à des cercles discrets. Mais ce n'est que dans certaines circonstances que ces récits deviennent socialement plausibles, donnant lieu à des mouvements politiques expansifs. Aucun récit n'a de force sociale par sa seule construction grammaticale. Sa force vient de sa capacité à unifier des pulsions collectives qui n'existaient pas auparavant. La question est donc de savoir pourquoi les discours anti-égalitaires, racistes, misogynes et autoritaires ont aujourd'hui autant d'adeptes dans le monde.

En période de stabilité économique et de croissance, il est clair que les discours « *centristes* », c'est-à-dire les discours qui évitent les ruptures ou les variations substantielles de l'ordre social, sont ceux qui ont le plus d'adeptes. Il n'y a pas d'incitation à opter pour des propositions qui s'écartent de ce qui est déjà établi ou qui remettent en question l'horizon prédictif imaginé dominant des individus et des sociétés.

Mais lorsque des perturbations surviennent dans l'ordre régulier des revenus économiques ou des hiérarchies

sociales, le système politique et de croyance légitime est déstabilisé, laissant la place à la montée en puissance de ce qui était autrefois les « *extrêmes* » marginaux. Ces crises, qui vieillissent rapidement la cohésion sociale et son consensus dominant, peuvent être économiques, avec la contraction des revenus de la majorité des habitants d'un pays, ou du statut et du pouvoir d'une partie de cette société, ou même de la hiérarchie d'une société entière vis-à-vis des autres sociétés du monde.

Le cas des États-Unis est paradigmatique. Selon J. Francis, dans son étude « [The Autumn of the White Patriarch: Identity and Inequality in American Capitalism](#) », entre 1970 et 2021, les hommes blancs étasuniens ont vu leur part dans le revenu national passer de 70 % à 41 %. Les femmes blanches et les « *autres* » hommes et femmes ont quant à eux vu leur part passer de 30 % à 59 %. La rémunération hebdomadaire brute de la plupart des hommes blancs a peut-être augmenté, voire stagné, mais par rapport aux femmes, aux Noirs et aux Latinos, elle a diminué de près de la moitié. Il y a clairement une plus grande égalité dans la répartition ethnique et sexuelle des revenus, mais en même temps une crise des anciennes hiérarchies économiques selon le « *genre* » et la « *race* ».

Cela contribue à créer une crise du sentiment d'ordre dans la société étasunienne et, avec elle, une prédisposition à renverser les croyances. Le fait que cette bataille pour établir le nouveau récit explicatif soit gagnée par ceux qui attribuent leur sort à l'immigration latino ou à l'émancipation des femmes, évinçant ceux qui revendiquent l'égalité et la nécessité de faire progresser la fortune brute des oligarchies technologiques et financières, n'est pas une fatalité. C'est une question de corrélation des forces politiques. Mais bien sûr, si ce qui s'oppose au discours d'une « *bataille finale* » de revanche rédemptrice n'est que le maintien du vieil ordre mondialiste décrépit et austère, alors il n'est pas difficile de comprendre pourquoi Trump et ses semblables gagnent.

Dans le cas de la Bolivie, l'ascension sociale des indigènes et le démantèlement des hiérarchies raciales dans l'accès au pouvoir de l'État ont été réagis par une vague anti-égalitaire des anciennes classes moyennes. Entre 2006 et 2019, 30 % de la population, principalement indigène, est sortie de la pauvreté pour entrer dans la catégorie des revenus moyens. Le salaire minimum, pour les travailleurs et le secteur informel, a augmenté de 400 %, tandis que les salaires des professions libérales ont augmenté de 50 %. Dans le même temps, les mécanismes d'accès à la fonction publique et de reconnaissance officielle ont été régulés par l'appartenance ou la proximité avec les identités indigènes. Ce sont là des faits concrets de démocratisation matérielle. Mais l'effroi moral que cette égalisation sociale déclenche dans les classes moyennes créoles est d'une telle ampleur qu'elles n'hésitent pas à embrasser les discours raciaux darwinistes, proclamant, sinon l'extermination purificatrice des barbares indigènes par des soldats « *bienséants et catholiques* », du moins leur animalisation et leur subordination prophylactique pour des raisons de salubrité publique.

Comme Marco Porto[?] l'a montré dans le cas du Brésil, des réactions similaires ont été observées avec ce qu'il appelle « *l'anxiété du statut* » des classes moyennes face à l'ascension sociale, au cours de la période des deux gouvernements de Lula, des secteurs noirs et indigènes qui ont accédé aux universités (plan de quotas raciaux) et des travailleurs domestiques, avec la législation de leurs droits du travail. Ainsi, les espaces de consommation auparavant réservés aux secteurs moyens, qui validaient non seulement leur pouvoir d'achat mais surtout leur différence et leur hiérarchie par rapport aux classes pauvres, ont été « *envahis* » par une plèbe crasseuse qui, effrontément, a aboli un prestige social exclusif considéré comme une partie « *sacrée* » de tout ordre civilisé.

De même, en Argentine, quand on regarde le tableau récemment publié par *Agendata* sur la part des salariés dans le Produit Intérieur Brut (PIB), on comprend que les grandes vagues autoritaires de haine qui rétablissent les anciennes hiérarchies sociales et raciales, comme l' [aramburato](#), sont précédées de grandes avancées en matière d'égalité matérielle. Dans le cas du *mileisme*, aux années de démocratisation économique *kirchneriste* s'ajoute la frustration redistributive, via l'inflation, du gouvernement progressiste qui a précédé le triomphe de Javier Milei.

Pour l'Europe, il n'est pas pertinent de regarder la détérioration des conditions de vie de larges secteurs de la

population. Selon [Hickel-Lemus et Barbour](#), le transfert de valeur du Sud vers le Nord global (USA, Europe), via le commerce inégal, la dette publique et les chaînes de montage, a permis de prélever l'équivalent de 16,9 trillions de dollars entre 1995-2021, assurant ainsi la stabilité du « *mode de vie impérial* » (Brand), et d'une partie de l'État-providence dont leurs sociétés bénéficient encore. Cependant, les inégalités se sont accrues au cours de la même période. Les 10 % de personnes les mieux rémunérées, qui représentaient 27 % du revenu national en 1980, en représentaient 36 % en 2019 (Piketty, 2019). Mais ce qui secoue la région aujourd'hui, c'est le déséquilibre des statuts sociaux internes et externes. Selon le rapport de la base de données [Wid World Inequality Database](#), alors que les secteurs à haut revenu s'éloignent des personnes à revenu moyen, les personnes à faible revenu se rapprochent des personnes à revenu moyen, ce qui dévalorise leur statut. Et le plus dévastateur est l'effondrement de la manière séculaire de se situer dans le monde.

Comme le montre Milanovic ([What comes after globalization ?](#)), les classes moyennes « occidentales » ont vu leur position dans la répartition mondiale des richesses se dégrader. Alors que dans les années 1990, les classes moyennes et inférieures européennes occupaient les 70 premiers déciles, elles occupent aujourd'hui le 55e décile. Elles occupent aujourd'hui le 55e décile, dépassées par les classes moyennes et supérieures asiatiques, qui progressent systématiquement à l'échelle mondiale. Et bien sûr, après des siècles de suprématie européenne, l'obligation de devoir désormais converser d'égal à égal avec des nations qui étaient jusqu'à récemment des colonies est terrifiante.

En bref, l'expansion sociale des idéologies nécessite un support matériel qui leur donne du pouvoir. Les crises majeures déplacent les anciens systèmes de légitimation politique et créent les conditions de possibilité de nouvelles croyances de substitution. S'il s'agit de crises économiques générales, elles tendent à promouvoir des coalitions sociopolitiques égalitaires dirigées par des gouvernements de gauche ou progressistes. Si la crise a été favorisée, ou n'a pas été résolue, par un gouvernement progressiste, une coalition d'extrême droite lui succédera.

Les crises de statut, à leur tour, tendent à promouvoir des passions anti-égalitaires qui donnent naissance à des gouvernements ultra-réactionnaires et autoritaires, et à des haines viscérales à l'égard des gens du peuple. Dans tous les cas, ce sont des changements matériels dans les conditions de vie économiques, le pouvoir ou la reconnaissance qui déclenchent, dans de multiples directions politiques, des changements idéologiques et émotionnels dans les sociétés. C'est la qualité du temps liminal.

La leçon de ces dernières années est que la manière de faire face aux ressentiments anti-égalitaires n'est pas de reculer ou de s'arrêter sur la politique de l'égalité matérielle. C'est la pire des choses, car cela ne favorise ni ceux d'en bas, qui se sentiront trahis, ni ceux d'en haut, qui ont toujours considéré les progressistes comme de détestables arrivistes temporaires à un pouvoir politique qu'ils croient leur appartenir par héritage familial. Et, pire que tout, la déception de ceux qui sont au bas de l'échelle peut facilement les pousser à éprouver du ressentiment, non pas à l'égard des puissants, mais à l'égard des plus faibles des classes nécessiteuses.

En temps de crise, il n'y a pas de plus grand encouragement au conservatisme autoritaire qu'un gouvernement progressiste qui renonce à l'audace du changement. La crise est, par excellence, le terrain privilégié de la contestation des espoirs collectifs, des horizons prévisionnels. Pas seulement des mémoires.

Dès lors, la seule option face aux débordements anti-égalitaires, c'est plus d'égalité, de nouvelles attentes convaincantes de meilleures conditions de vie en commun, en radicalisant les politiques de répartition des richesses. Et cela, pour être durable dans le temps, devra affecter les oligarchies rentières, en plus de l'expansion d'un nouveau type de productivisme durable.

Álvaro García Linera* para [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 27 avril 2025.

***Álvaro García Linera**, né le 19 octobre 1962 à Cochabamba, est un mathématicien et sociologue bolivien. Élu vice-président de la République lors de l'élection présidentielle de 2005 en tant que colistier d'Evo Morales pour le parti Movimiento al Socialismo (Mouvement vers le socialisme), il est réélu en 2009 comme vice-président de l'État plurinational de Bolivie.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 1er mai 2025.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org